

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)

1. TITRE

Analyse de résidus chimiques dans et sur des produits chimiques pour l’Agence canadienne d’inspection des aliments (ACIA)

2. TERMES ET DÉFINITIONS

| | |
|---|--|
| Accréditation d'un laboratoire | Reconnaissance formelle par le CCN – Domaine de spécialité de programmes pour les produits agricoles et alimentaires ou par la CALA de la capacité d'un laboratoire à effectuer une certaine série d'analyses dans des domaines de spécialité. |
| ACIA | Agence canadienne d'inspection des aliments |
| Aliment | Au sens de la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> , les aliments comprennent : « Tout article fabriqué, vendu ou présenté comme pouvant servir de nourriture ou de boisson à l'être humain, la gomme à mâcher ainsi que tout ingrédient pouvant être mélangé avec un aliment à quelque fin que ce soit ». |
| CALA | Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. |
| CCN | Conseil canadien des normes |
| Délai d'exécution (analyse) | Le temps écoulé entre la date de réception des échantillons au laboratoire de l'entrepreneur et la date où l'analyse confiée à ce dernier est terminée, y compris la confirmation, le cas échéant, en jours civils. |
| Délai d'exécution (rapports) | Le temps écoulé entre la date de réception des échantillons au laboratoire de l'entrepreneur et la date à laquelle les résultats sont communiqués au chargé de projet ou à son remplaçant, en jours civils. |
| ET | Équivalences de toxicité |
| FPE | Formulaire de présentation d'échantillon |
| Groupe d'analyses de contaminant trace | Les limites de détection et, le cas échéant, les analytes sont énumérés dans les pièces jointes à l'appendice 1 de l'annexe A. |
| Limite de détection (LD) | Concentration la plus faible à laquelle un résidu chimique d'intérêt peut être détecté avec une certitude raisonnable par une méthode d'analyse donnée, indiquée en parties par million (µg/g), à moins d'indication contraire. |
| Limite de quantification (LQ) | Concentration la plus faible à laquelle un résidu chimique d'intérêt peut être mesuré de façon quantitative avec un niveau approprié de précision et d'exactitude par une méthode d'analyse donnée, indiquée en parties par million (µg/g), à moins d'indication contraire. |
| LMR | Limite maximale de résidu |
| Méthode d'analyse | Méthode offerte par l'entrepreneur dans sa procédure opérationnelle normalisée (PON) pour l'analyse d'un résidu chimique d'intérêt pour l'ACIA. |
| Méthode de référence | Une méthode d'analyse fournie par l'ACIA à laquelle la méthode de l'entrepreneur doit être jugée comme équivalente. |
| Plan d'échantillonnage annuel | Un schéma détaillé (présenté sous format de feuille de calcul Excel de Microsoft) décrivant les essais analytiques à effectuer sur chaque échantillon par le laboratoire désigné. |
| PNSRC | Programme national de surveillance des résidus chimiques |
| Procédure opérationnelle normalisée (PON) | Procédure opérationnelle normalisée pour les épreuves en laboratoire et la manipulation des échantillons, de leur réception à leur élimination présentée par l'entrepreneur dans sa soumission pour l'analyse en laboratoire d'un résidu chimique d'intérêt pour l'ACIA. Il faut noter que ce terme est utilisé pour décrire en détail la méthode d'analyse et les critères d'assurance de la qualité qui y sont liés. |
| Produits | Produits alimentaires agréés par le gouvernement fédéral, plus particulièrement la viande, le miel, les œufs, les fruits et légumes frais, les produits transformés et les produits laitiers. |
| Résidu chimique d'intérêt pour l'ACIA | L'appendice 1 de la présente annexe énumère les résidus chimiques d'intérêt pour l'ACIA. |
| RSAC | Règlement sur la salubrité des aliments au Canada |
| Seuil d'intervention canadien | Niveau maximal d'un résidu chimique d'intérêt qui est appliqué à des fins administratives en l'absence d'une limite maximale de résidus (LMR). |
| Type de produit | Description utilisée par le chargé de projet pour décrire un groupe de produits semblables, p. ex. les épinards, l'agneau, le fromage, |

| | |
|--|------|
| | etc. |
|--|------|

3. OBJECTIF

L'objectif consiste à effectuer sur demande des analyses de dosage de résidus chimiques sur ou dans des aliments, pour le compte de l'ACIA, en respectant les exigences pour les résidus chimiques d'intérêt pour l'ACIA, énumérées à l'appendice 1 de la présente annexe.

4. CONTEXTE

L'ACIA est un organisme de réglementation fédéral dont le mandat consiste à assurer la salubrité des aliments, la santé des animaux et la protection des végétaux pour veiller à la santé et au bien-être des Canadiens, et à la protection de l'environnement et de l'économie. L'Agence accomplit notamment ce mandat en effectuant l'échantillonnage et l'analyse des produits alimentaires dans le cadre de divers programmes de vérification visant les résidus chimiques.

Les activités de surveillance des résidus chimiques de l'ACIA se répartissent en plusieurs programmes bien définis. Pour plus de détails, consulter l'adresse <http://www.inspection.gc.ca/aliments/residus-chimiques-microbiologie/residus-chimiques/terminologie/fra/1332109097754/1332109200002>. Ainsi, la plupart des analyses de résidus sont effectuées dans le cadre d'un des quatre programmes suivants :

- i. Programme de vérification – examen de l'approvisionnement alimentaire en vue de la détection de tout risque de contamination, dans le cadre du Programme national de surveillance des résidus chimiques (PNSRC);
- ii. Enquête ciblée – enquête spéciale ou pilote axée sur la collecte d'information concernant la présence possible de dangers dans des types précis de produits ou dans des zones géographiques précises;
- iii. Échantillonnage dirigé – cible les problèmes de contamination chimique connus;
- iv. Test de conformité – vise le retrait des aliments qui ne sont pas conformes aux normes du marché.

L'ACIA a besoin d'un soutien en matière d'essais analytiques pour la partie du programme de surveillance de ses activités de surveillance.

Créé en 1978, le Programme national de surveillance des résidus chimiques (PNSRC) de l'ACIA vise à maintenir la confiance des consommateurs à l'égard de la salubrité des aliments en fournissant des données à jour sur les concentrations de résidus chimiques dans les aliments. Les données recueillies sont évaluées afin de déterminer les risques immédiats et à long terme pour les consommateurs. L'identification de produits qui contreviennent aux normes canadiennes permet à l'ACIA d'effectuer des interventions dirigées et des inspections de suivi chez les producteurs afin d'assurer la conformité. Santé Canada se sert des données recueillies pour établir de nouvelles normes et déterminer si les normes existantes sont appropriées.

Le PNSRC consiste en un plan (et calendrier) d'échantillonnage statistique aléatoire, le Plan d'échantillonnage annuel, qui est établi par la Division de la salubrité des aliments de l'ACIA. Les ressources d'échantillonnage et d'analyse sont attribuées en fonction du risque. Ainsi, les aliments consommés en grande quantité au Canada ainsi que les aliments les plus contaminés, ou ceux contaminés par des produits plus toxiques, sont échantillonnés et analysés en plus grands nombres. Les aliments qui présentent un moindre risque sont échantillonnés moins fréquemment et ne sont pas nécessairement inclus dans le programme de surveillance chaque année. Le calendrier d'échantillonnage indique au personnel d'inspection de l'ACIA la date et le lieu où un échantillon doit être prélevé, ainsi que le laboratoire agréé à qui l'envoyer pour analyse.

Les données d'analyse des résidus sont essentielles pour assurer la salubrité des aliments et elles aident à maintenir l'acceptabilité des aliments produits au Canada sur le marché international. À cette fin, les plans d'échantillonnage et les résultats des analyses sont communiqués chaque année aux autorités des pays qui importent des produits canadiens. Le PNSRC exige que les aliments importés et les aliments canadiens soient analysés et qu'ils se conforment aux mêmes normes élevées.

L'ACIA peut se voir obligée de prendre des mesures réglementaires sous le régime des lois dont elle assure ou contrôle l'application en vertu de l'article 11 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, ou en vertu de toute autre loi applicable, sur la foi de renseignements reçus ou obtenus dans le cadre de la présente offre à commandes.

Étant donné l'importance des analyses pour la santé et la sécurité des consommateurs et pour le commerce international, l'entrepreneur doit respecter scrupuleusement tous les critères d'assurance de la qualité.

5. DOCUMENTS APPLICABLES ET DE RÉFÉRENCE

Les documents suivants complètent et appuient le contenu du présent EDT et serviront de base de référence uniforme pour la durée de l'offre à commandes :

- a) Conseil canadien des normes (CCN) <http://www.scc.ca/fr/accréditation/consulter-des-documents-importants-concernant-l'accréditation/exigences-et-procédures-programmes-d'accréditation>
- b) la Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA) http://www.cala.ca/accréd_program.html
- c) Limites maximales de résidus (LMR) canadiennes pour les contaminants chimiques. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/salubrite-aliments/contaminants-chimiques.html>
- d) Limites maximales de résidus pour pesticides <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/securite-produits-consommation/pesticides-lutte-antiparasitaire/public/proteger-votre-sante-environnement/pesticides-aliments/limites-maximales-residus-pesticides.html>
- e) « Décision de la Commission du 12 août 2002 portant modalités d'application de la directive 96/23/CE du Conseil en ce qui concerne les performances des méthodes d'analyse et l'interprétation des résultats » <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32002D0657&from=EN>
- f) Programme d'EA de l'AOAC https://www.aoac.org/aoac_prod_imis/AOAC/AOAC_Member/LPTP/PT_M.aspx
- g) Comparaison interlaboratoires du dosage des dioxines dans les aliments organisée par le service de l'évaluation de l'exposition et du risque de l'Institut norvégien de la santé publique (Oslo, Norvège). <http://www.fhi.no>.

6. PORTÉE

L'entrepreneur doit fournir les services suivants, selon les besoins :

6.1. Essais analytiques

- 6.1.1. Les services d'analyse doivent être réalisés dans un laboratoire situé au Canada et accrédité par le Conseil canadien des normes (CCN) dans le domaine de spécialité des programmes pour les produits agricoles et alimentaires ou par la Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA)
- 6.1.2. L'entrepreneur doit fournir des services d'analyse conformément aux méthodes d'analyse et aux procédures opérationnelles normalisées qui ont été accréditées par le CCN dans le domaine de spécialité des programmes pour les produits agricoles et alimentaires ou par la CALA pour l'analyse alimentaire
- 6.1.3. L'entrepreneur doit tenir à jour ses procédures opérationnelles normalisées (PON) pour tous les domaines d'analyse inclus dans l'offre à commandes. L'entrepreneur doit utiliser la méthode d'analyse décrite dans ses PON dans le cadre des services fournis. Les PON de l'entrepreneur doivent être fondées sur les méthodes de référence fournies par le chargé de projet ou son remplaçant, mais ne nécessitent pas nécessairement d'y être identiques. Les méthodes de référence sont citées par leur nom dans l'appendice I de l'annexe A. Aucune méthode de référence précise n'est fournie par l'ACIA pour une des raisons suivantes :
 - l'analyse constitue un produit commercial, p. ex. la trousse d'analyse d'un fabricant;
 - l'analyse peut être effectuée selon plusieurs méthodes acceptables qui sont bien documentées (analyses de métaux et d'éléments);
 - l'analyse nécessite une sensibilité telle que l'entrepreneur doit avoir la souplesse lui permettant d'adapter la méthode de façon à atteindre la limite de détection requise (dosage du benzopyrène et d'autres HAP par spectrométrie de masse, d'EQT de dioxine dans les aliments gras et de traces de BPC dans les aliments gras).
- 6.1.4. L'entrepreneur doit fournir des services d'analyse pour les aliments conformément au plan d'échantillonnage annuel établi par l'ACIA dans le cadre de son PNSRC.

6.2. Délai d'exécution

Le « délai d'exécution » du laboratoire requis ne doit pas dépasser celui indiqué à l'appendice 1 de l'annexe A. Le « délai d'exécution » du laboratoire correspond à la période entre la réception des échantillons au laboratoire de l'entrepreneur et l'achèvement de toutes les analyses effectuées sur les échantillons, en jours civils. Un délai supplémentaire est accordé pour rendre compte des résultats à l'ACIA.

6.3. Communication

Le chargé de projet ou son remplaçant doit être informé par courriel dans les 24 heures suivant la confirmation des résultats de l'analyse des échantillons indiquant le dépassement de la LMR canadienne (le cas échéant). Dans les cas où il n'existe pas de LMR canadienne, le chargé de projet ou son remplaçant doit être informé par courriel dans les 24 heures suivant la confirmation des résultats de l'analyse des échantillons qui répondent aux critères suivants :

- Pesticides : tous les résultats supérieurs à 0,08 µg/g.
- Médicaments vétérinaires : tous les résultats supérieurs à la LQ de la PON du laboratoire.
- Substances interdites : tous les résultats positifs et détectés.

6.4. Conservation et élimination des échantillons

Une fois qu'un échantillon a fait l'objet de toutes les analyses requises et que les résultats ont été transmis, le laboratoire de l'entrepreneur doit conserver la partie restante de l'échantillon dans des conditions permettant d'en prévenir l'altération durant 90 jours civils additionnels à partir de la date où les résultats de toutes les analyses sont déclarés. Après 90 jours civils, si aucune action supplémentaire n'a été demandée par le chargé de projet ou son remplaçant, les portions restantes de l'échantillon peuvent être éliminées par l'entrepreneur, aux frais de celui-ci et conformément aux lois et les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables.

7. TÂCHES ET SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

L'entrepreneur est responsable d'effectuer les tâches indiquées dans chaque commande subséquente selon les modalités précisées ci-dessous :

7.1. Réception des échantillons

Après réception des échantillons au laboratoire d'analyse, l'entrepreneur doit réaliser les travaux conformément aux exigences de la commande subséquente. Les services à fournir sont notamment les suivants :

- 7.1.1. L'entrepreneur doit examiner l'état de l'échantillon avant l'ouverture de l'emballage. Les échantillons doivent être dans un bon état, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas être abîmés ou endommagés d'une quelconque façon. Les échantillons provenant des commerces de détail doivent être dans leur emballage d'origine non ouvert et arriver à l'installation d'analyse dans l'état auquel on s'attendrait à les trouver dans ces commerces.
- 7.1.2. L'entrepreneur doit vérifier que l'information indiquée dans le FPE est conforme à celle du plan d'échantillonnage annuel et à toutes les directives pertinentes ou instructions précises du chargé de projet ou de son remplaçant.
- 7.1.3. L'entrepreneur doit consigner tout écart par rapport au plan d'échantillonnage et tout échantillon qui arrive abîmé. L'entrepreneur doit signaler tout écart par écrit au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de 48 heures. L'entrepreneur ne doit pas débiter l'analyse avant d'avoir reçu des clarifications de la part du chargé de projet ou de son remplaçant.
- 7.1.4. L'entrepreneur doit entreposer les échantillons entre le moment de leur arrivée et celui de leur élimination d'une façon qui assure le maintien de leur intégrité.

7.2. Essais analytiques

Une fois que l'acceptation des échantillons est confirmée, l'entrepreneur doit réaliser les travaux conformément aux exigences de la commande subséquente. Les services à fournir sont notamment les suivants :

7.2.1. Préparation et analyse des échantillons

- 7.2.1.1. L'entrepreneur doit réaliser toutes les activités d'analyse, y compris la préparation des échantillons, à l'emplacement suivant :

(Emplacement à insérer tel que décrit dans la présentation de l'offre)

L'entrepreneur doit informer par écrit le chargé de projet ou son remplaçant de tout changement d'emplacement ou d'adresse du laboratoire au moins 30 jours civils avant ce changement.

- 7.2.1.2. L'entrepreneur, lorsque possible, doit finement homogénéiser la totalité du contenu comestible de l'emballage pour veiller à ce que la portion disponible pour l'analyse soit uniforme et représentative. Après l'homogénéisation, l'échantillon doit être entreposé dans un contenant, dans des conditions permettant d'en maintenir l'intégrité jusqu'à son élimination.
- 7.2.1.3. L'entrepreneur doit analyser les échantillons conformément aux détails des analyses dans le plan d'échantillonnage annuel selon les spécifications fournies à l'appendice 1 de l'annexe A et à tout document pertinent ou instruction précise fournis par le chargé de projet ou son remplaçant.
- 7.2.1.4. Les échantillons doivent être préparés et analysés conformément aux PON approuvées au moment de l'attribution de l'offre à commandes ou approuvées subséquemment par le chargé de projet ou son remplaçant. Dans le cas où de nouvelles preuves scientifiques émergeraient, le chargé de projet fournira par écrit des directives supplémentaires sur la préparation et l'analyse des échantillons. Toutes ces directives doivent être respectées dans les cas où elles s'appliquent.
- 7.2.1.5. Dans le cas où une matrice n'est pas incluse dans la portée de la méthode accréditée, des dossiers de validation doivent être présentés au chargé de projet ou à son remplaçant aux fins d'examen. Les activités d'analyse ne doivent pas être effectuées avant que la validation soit acceptée par le chargé de projet ou son remplaçant.
- 7.2.1.6. Si de nouvelles matrices sont ajoutées ou une interférence est soupçonnée, le chargé de projet ou son remplaçant peuvent exiger une réévaluation ou une modification de la PON, qui doit être réalisée par l'entrepreneur sans frais additionnel.
- 7.2.1.7. L'entrepreneur doit envoyer dans les quatorze jours civils un exemplaire de la PON révisée au chargé de projet ou à son remplaçant, par voie électronique en format PDF interrogeable, chaque fois qu'une mise à jour est effectuée.
- 7.2.1.8. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre l'utilisation de la PON révisée proposée dans le cadre des essais analytiques avant que celle-ci n'ait été examinée et approuvée par écrit par le chargé de projet ou son remplaçant. Si l'entrepreneur ne peut pas réaliser les travaux conformément à la PON initialement indiquée dans l'offre, tous les travaux associés à cette PON doivent être immédiatement interrompus. L'entrepreneur doit le plus rapidement possible informer le chargé de projet ou son remplaçant de la raison justifiant le remplacement de la PON et fournir des documents justificatifs, y compris des données de validation pour la PON proposée.
- 7.2.2. Confirmation des résultats d'analyse
 - 7.2.2.1. En l'absence d'instructions particulières à l'appendice 1, les résultats qui nécessitent une confirmation sont ceux dont la valeur quantitative est supérieure à 80 % du niveau de la LMR actuellement établie au Canada.
 - 7.2.2.1.1. Dans les cas où un seuil d'intervention canadien est disponible et fourni soit à l'appendice 1 de l'annexe A, soit par écrit par le chargé de projet, les exigences de confirmation énoncées au point 7.2.2.1 s'appliquent.
 - 7.2.2.1.2. Dans les cas où il n'existe pas de LMR canadienne, les résultats doivent être confirmés s'ils satisfont aux critères suivants :
 - 7.2.2.1.2.1. Pesticides : tous les résultats supérieurs à 0,08 µg/g.
 - 7.2.2.1.2.2. Médicaments vétérinaires : tous les résultats supérieurs à la LQ de la PON du laboratoire.
 - 7.2.2.1.2.3. Substances interdites : tous les résultats positifs et détectés.
 - 7.2.2.2. Exigences de confirmation :
 - 7.2.2.2.1. Aux fins de confirmation, au moins un résultat répété doit être obtenu à partir de la matière de l'échantillon d'origine dans le cas où la méthode de confirmation est la même que la méthode initiale d'analyse.
 - 7.2.2.2.2. Dans le cas où la méthode de confirmation diffère de la méthode initiale d'analyse, au moins deux résultats répétés doivent être obtenus à partir de la matière de l'échantillon d'origine.
 - 7.2.2.2.3. Les résultats d'analyse positifs qui répondent aux critères ci-dessus ne doivent pas être signalés avant d'avoir été corroborés par au moins deux résultats quantitatifs.

7.2.2.2.4. Tout résultat rapporté doit se situer dans la plage d'étalonnage déterminée de l'analyse.

7.2.2.2.5. Toutes les confirmations doivent être effectuées au moyen d'une solution d'étalonnage avec adaptation matricielle, à moins que l'entrepreneur n'ait clairement démontré lors de la validation de la méthode qu'aucune amélioration ou suppression matricielle importante n'a été apportée entre la matrice de l'échantillon et celle utilisée lors de l'étalonnage.

7.2.2.3. Pour les méthodes d'analyse fondées sur la spectrométrie de masse, tous les résultats confirmés doivent satisfaire aux exigences suivantes :

7.2.2.3.1. Toutes les transitions surveillées et déclarées utilisées pour la quantification et la confirmation doivent être appropriées et structurellement distinctes les unes des autres.

7.2.2.3.2. L'entrepreneur doit utiliser des procédures de confirmation par spectrométrie de masse valides approuvées par écrit par le chargé de projet ou son remplaçant. Ces procédures peuvent être fondées sur les suggestions présentées dans les méthodes de référence figurant à l'appendice I de l'annexe A ou être mises au point par l'entrepreneur. Les critères et approches acceptables de confirmation par spectrométrie de masse sont présentés dans la « Décision de la Commission du 12 août 2002 portant modalités d'application de la directive 96/23/CE du Conseil en ce qui concerne les performances des méthodes d'analyse et l'interprétation des résultats » du Journal officiel des communautés européennes.

7.2.2.4. Aucun supplément ne sera payé pour les analyses de confirmation.

7.2.2.5. Les résultats présentés doivent correspondre à la moyenne des résultats obtenus qui ne peuvent pas être exclus par un essai statistique.

7.2.2.6. Les résultats confirmés doivent être communiqués par courriel au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de vingt-quatre (24) heures suivant leur confirmation. Cela comprend :

- tous les résultats relatifs aux substances interdites qui ont été détectés et confirmés;
- tous les résultats supérieurs à la LMR canadienne s'il en existe une;
- tous les résultats supérieurs à 0,08 µg/g dans le cas des pesticides (en l'absence d'une LMR); tous les résultats supérieurs à la LQ de la PON du laboratoire dans le cas des médicaments vétérinaires.

7.3. Communication des résultats d'analyse

7.3.1. L'entrepreneur doit fournir le rapport n° 2 chaque mois (ou aux deux semaines, à sa discrétion) au chargé de projet ou à son remplaçant, comme précisé à la section 10 (Produits livrables).

7.3.2. L'analyte signalé doit être présenté exactement comme il est indiqué sous « Analytes » à l'appendice I de l'annexe A.

7.3.3. Tous les résultats supérieurs à la LD doivent être exprimés sous forme numérique.

7.3.3.1. Pour les substances qui figurent sur la liste de médicaments interdits de Santé Canada, toutes les valeurs qui satisfont aux exigences de confirmation seront déclarées.

7.3.4. Les résultats numériques doivent être exprimés avec le nombre de chiffres significatifs indiqués dans la PON de l'entrepreneur pour toutes les concentrations supérieures aux limites de détection indiquées dans la PON pour la méthode d'analyse utilisée.

7.3.5. Sauf indication contraire, les valeurs doivent être exprimées en parties par million, c'est-à-dire en mg/kg ou en mg/L, comme il est indiqué à l'appendice I de l'annexe A.

7.3.6. Dans les cas où un analyte est absent (concentrations inférieures à la limite de détection de la méthode), les résultats doivent être indiqués numériquement par le chiffre zéro (0).

7.3.7. Dans les cas où une confirmation est requise, l'entrepreneur doit rapporter au chargé de projet ou à son remplaçant uniquement les résultats d'analyse qui ont été confirmés conformément à la section 6.2.2, à moins d'instructions contraires.

7.4. Suivi relatif aux résultats d'échantillonnage

7.4.1. Le chargé de projet ou son remplaçant peuvent demander un examen des résultats en cas de résultats anormaux ou de valeurs non conformes ou pour d'autres raisons. Le laboratoire doit examiner aux fins d'assurance et de contrôle de la qualité tous les dossiers et toutes les données associées à l'échantillon en question, pour s'assurer que les résultats fournis sont cohérents et représentatifs de l'échantillon. Si une confirmation additionnelle est requise, l'entrepreneur doit effectuer l'analyse à ses frais.

7.4.1.1. Pour les demandes de renseignements liées à la communication des résultats positifs confirmés (voir le point 6.3, « Communication »), l'examen doit être terminé et une réponse doit être fournie au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de 48 heures.

7.4.1.2. Pour les demandes de renseignements courantes, l'examen doit être terminé et une réponse doit être fournie au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de quatorze jours civils.

7.4.2. Si l'examen révèle un écart dans le système qualité du laboratoire, l'écart doit être évalué, un rapport de mesure corrective (RMC) doit être produit et un rapport doit être fourni au chargé de projet ou à son remplaçant dans les 60 jours civils.

7.5. Assurance de la qualité

7.5.1. Réception des échantillons

L'entrepreneur doit tenir à jour et mettre en œuvre une PON relative aux procédures de vérification interne, pour s'assurer que les registres de renseignements sur les échantillons sont exacts et complets et que les échantillons prélevés respectent les spécifications indiquées dans la commande subséquente ou d'autres directives du chargé de projet ou de son remplaçant.

7.5.2. Essais analytiques

L'entrepreneur doit veiller à ce que le laboratoire d'analyse maintienne sa capacité technique d'analyse pour les types de produits inclus dans chaque commande subséquente, conformément aux méthodes d'analyse accréditées et aux PON approuvées au moment de l'attribution de l'offre à commandes ou subséquemment approuvées par le chargé de projet ou son remplaçant. Des vérifications peuvent être effectuées à cet égard par l'ACIA. L'entrepreneur doit être prêt à présenter, à la demande du chargé de projet ou de son remplaçant, des résumés de rendement ou des données brutes démontrant le caractère adéquat de la méthode d'après divers critères de performance pour les types de produits inclus dans la commande subséquente.

7.6. Rapports d'analyse (RA)

Les rapports d'analyse doivent être accessibles sur demande du chargé de projet ou de son remplaçant. Un exemplaire doit être envoyé au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de sept (7) jours civils suivant la date demandée par écrit par le chargé de projet ou son remplaçant.

7.7. Accès par le Web

L'entrepreneur doit disposer d'une page Web protégée ou d'une application Web protégée à laquelle le chargé de projet ou son remplaçant peut accéder. Le chargé de projet ou son remplaçant doit pouvoir y chercher et y visionner les résultats d'analyse ainsi que tout renseignement relatif aux échantillons soumis à l'aide des numéros d'échantillon de l'ACIA, et pouvoir imprimer les rapports d'analyse. Le chargé de projet ou son remplaçant a régulièrement besoin de consulter et de télécharger les formulaires de présentation d'échantillon et devrait pouvoir le faire sur le Web. Le site Web doit comporter des droits d'accès limités de façon que le chargé de projet ou les personnes autorisées par le chargé de projet ou son remplaçant puissent accéder aux renseignements. Les renseignements relatifs à l'échantillon et à la date de réception doivent être affichés en ligne dans un délai de sept (7) jours civils suivant la réception de l'échantillon au laboratoire. Les résultats de l'analyse doivent être affichés en ligne dans un délai de quatorze jours civils suivant la fin d'une analyse.

7.8. Sécurité et substances contrôlées

L'entrepreneur doit obtenir et conserver un permis valide dans les cas où une substance contrôlée est nécessaire aux services d'analyse.

8. APPUI DU CANADA

8.1. Le chargé de projet ou son remplaçant fournira à l'entrepreneur un plan d'échantillonnage annuel en soutien au PNSRC de l'ACIA. Le plan fournit à l'entrepreneur des estimations des types de produits que l'on prévoit lui faire analyser durant l'année, avec le moment de l'année prévu pour l'envoi de chaque échantillon et les analyses à faire. Les plans ne doivent pas être considérés comme des contrats ou des commandes, car ils peuvent changer, et ils constitueront la base de toute commande passée dans le cadre de l'offre à commandes. Le niveau de services indiqué

dans tout plan d'échantillonnage annuel ne représente qu'une approximation des besoins donnée de bonne foi.

- 8.2. L'ACIA sera responsable de la livraison des échantillons par messagerie, par port payé ou d'une autre façon au laboratoire de l'entrepreneur. L'entrepreneur sera informé de toutes les analyses qui doivent être exécutées sur chacun des échantillons présentés. De manière générale, chaque échantillon exigera un ensemble particulier d'analyses que l'ACIA déterminera au préalable et indiquera à l'entrepreneur par voie électronique. Ces exigences relatives aux analyses seront communiquées à l'entrepreneur peu de temps après l'attribution de l'offre à commandes et au plus tard le 1^{er} avril de chaque exercice subséquent. Les échantillons prévus seront envoyés à l'entrepreneur tout au long de l'exercice conformément au calendrier estimatif préétabli.
- 8.3. L'entrepreneur doit savoir que le plan d'échantillonnage annuel peut inclure des échantillons qui, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'ACIA, ne pourront lui être envoyés durant l'année. Ces raisons comprendraient, par exemple, la fermeture d'un abattoir ou des mauvaises récoltes qui auraient pour effet de réduire les importations en provenance de certains pays. Dans ces circonstances, des échantillons qu'on prévoyait envoyer au laboratoire de l'entrepreneur pourraient ne pas être recueillis, et les commandes seraient modifiées de manière à tenir compte de ces échantillons absents. De plus, un changement dans les priorités de l'ACIA pourrait modifier le nombre estimé d'échantillons envoyés au laboratoire.

9. CONTRAINTES

9.1. Délais d'exécution

9.1.1. À moins d'avis contraire à l'appendice 1, toutes les analyses confiées à l'entrepreneur pour chaque échantillon doivent être effectuées dans un délai maximum de cent vingt (120) jours civils suivant la réception de l'échantillon. Les résultats des analyses effectuées après ce délai seront rejetés, et le gouvernement du Canada n'assumera aucun coût pour ces analyses.

9.1.2. Nonobstant ce qui précède, tous les résultats doivent être transmis au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai supplémentaire de trente (30) jours ou dans un délai total maximum de cent cinquante (150) jours suivant la réception de l'échantillon.

9.2. Essais analytiques et documents

9.2.1. L'entrepreneur doit valider les méthodes conformément à ses lignes directrices pour la validation pour toutes les matrices d'échantillons décrites dans chaque commande subséquente avant le début des analyses. Les dossiers de validation doivent être fournis au chargé de projet ou à son remplaçant sur demande. Les résultats produits pour des matrices sans données de validation ne seront pas acceptés par le chargé de projet ou son remplaçant.

9.2.2. Les échantillons doivent être préparés et analysés conformément aux PON approuvées au moment de l'attribution de l'offre à commandes ou approuvées subséquemment par le chargé de projet ou son remplaçant. Les frais associés aux résultats obtenus au moyen d'une méthode autre que celle approuvée ne seront pas acceptés.

9.2.3. Les résultats d'analyse pour lesquels le contrôle qualité a échoué, qui ne sont pas accompagnés d'un dossier des données d'analyse brutes ou qui ne peuvent pas être confirmés sur demande par le chargé de projet ou son remplaçant, ne seront pas acceptés.

9.2.4. Les résultats d'analyse doivent être produits au laboratoire approuvé par le chargé de projet ou son remplaçant, faute de quoi les résultats seront rejetés.

9.2.5. Les mises à jour des PON qui impliquent une modification de la procédure de laboratoire qui peuvent être jugées importantes par le chargé de projet, telles que, mais sans s'y limiter, les suivantes : la préparation des échantillons, les procédures d'extraction, les paramètres de l'instrument (y compris les colonnes) qui peuvent ou non affecter les limites de détection, le nombre d'analytes signalés, les matrices applicables, doivent être approuvées par le chargé de projet. Les modifications sont accompagnées de données de validation pour démontrer l'équivalence à la version antérieure. Le chargé de projet peut demander des données supplémentaires pour justifier la validation si les renseignements fournis sont insuffisants.

9.3. Participation à un programme d'essais d'aptitude

9.3.1. Les programmes d'essais d'aptitude sont obligatoires pour les produits alimentaires énumérés ci-dessous :

- 9.3.1.1. L'entrepreneur qui fournit des analyses sur des échantillons de fruits et légumes frais ou transformés doit participer au programme d'évaluation de la compétence des laboratoires de l'AOAC, soit le programme **P01 Pesticide Residues in Fruits & Vegetables**. L'entrepreneur qui fournit des analyses sur des échantillons de viande, de produits laitiers ou d'œufs doit participer au programme d'épreuve de compétence du Centre de détection des résidus médicamenteux du laboratoire de Saskatoon de l'ACIA. On peut se

renseigner sur l'inscription à ce programme auprès du chargé de projet ou de son remplaçant.

9.3.1.2. L'entrepreneur qui fournit des analyses de polluants organiques persistants (POP) doit participer à la comparaison interlaboratoires du dosage des dioxines dans les aliments organisée par le service de l'évaluation de l'exposition et du risque de l'Institut norvégien de la santé publique (Oslo, Norvège).

9.3.2. Quant aux autres groupes d'aliments, l'entrepreneur doit participer à des programmes de vérification de la compétence dans les régions où ceux-ci sont offerts par des organismes tels le Food Analysis Performance Assessment Scheme (FAPAS) ou l'AOAC. En l'absence d'un programme de vérification de la compétence pour une méthode d'analyse utilisée au laboratoire de l'entrepreneur, une vérification à l'aveugle d'un échantillon doit être élaborée et effectuée par le laboratoire, et un rapport doit être fourni au chargé de projet ou à son remplaçant.

9.3.3. L'entrepreneur doit transmettre au chargé de projet ou à son remplaçant un exemplaire du rapport final qu'il reçoit des administrateurs de tout programme d'essais d'aptitude auquel il participe. Si le rapport final n'indique par le nom du laboratoire de l'entrepreneur, celui-ci doit fournir le code de son laboratoire au chargé de projet ou à son remplaçant.

9.3.4. L'entrepreneur doit fournir au chargé de projet ou à son remplaçant les rapports sur les essais d'aptitude au moins tous les trimestres. Les trimestres correspondent aux périodes suivantes : avril à juin, juillet à septembre, octobre à décembre et janvier à mars. Si l'entrepreneur n'a participé à aucune activité de vérification de compétence au cours d'un trimestre donné, cette information doit aussi être déclarée.

9.3.5. Si le rapport final fourni au chargé de projet ou à son remplaçant indique que le laboratoire de l'entrepreneur a obtenu un résultat insatisfaisant, un RMC doit être préparé, et le rapport terminé doit être présenté au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de 60 jours civils.

9.4. Le chargé de projet ou son remplaçant peut, à sa discrétion, soumettre des échantillons pour vérification à l'aveugle de façon aléatoire dans le cadre du plan d'échantillonnage annuel. Ces échantillons serviront d'indicateur de la compétence de l'entrepreneur. Dans le cas d'un résultat insatisfaisant, le chargé de projet ou son remplaçant demandera à l'entrepreneur d'effectuer une vérification et de soumettre son RMC sans frais pour le Canada.

9.5. Des échantillons pourront être envoyés pour un ou plusieurs des résidus chimiques d'intérêt suivants : EBDC (CS₂), EBDC (EDA) et EBDC (ETU). Les résultats de ces analyses seront communiqués ensemble dans chaque rapport mensuel, tel qu'il est décrit à la section 10 (Produits livrables).

9.6. Toute sous-traitance doit faire l'objet d'un consentement écrit préalable par le chargé de projet ou son remplaçant et doit se conformer aux critères de sous-traitance de l'organisme d'accréditation.

9.7. Toutes les données et tous les renseignements produits dans le cadre des analyses sont considérés comme la propriété de l'ACIA. L'accès par des tierces parties aux constatations, aux dossiers et aux données relatifs aux résultats préliminaires ou finaux des analyses réalisées pour l'ACIA n'est pas autorisé. Les résultats doivent être communiqués uniquement au chargé de projet ou à son remplaçant. Il est strictement interdit d'utiliser toute portion des renseignements relatifs aux échantillons, en tout ou en partie, à des fins autres que ce qui se trouve dans la portée des travaux de l'offre à commandes, à moins qu'il en ait été convenu autrement par écrit par le chargé de projet ou son remplaçant.

9.8. Toute atteinte à la sécurité des systèmes de données contenant des renseignements ou des données appartenant à l'ACIA doit être signalée au chargé de projet ou à son remplaçant dans les douze heures suivant la prise de connaissance de l'atteinte par le département des TI de l'entrepreneur. Dans les 30 jours civils suivant l'atteinte, un rapport indiquant les détails relatifs à l'atteinte à la sécurité, les mesures correctives mises en œuvre et les renseignements touchés doit être envoyé au chargé de projet ou à son remplaçant. Dans les cas où le rapport ne peut pas être terminé ou les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles dans les 30 jours civils, l'échéance pour la présentation du rapport peut être repoussée avec l'autorisation écrite du chargé de projet ou de son remplaçant.

9.9. Inspection des installations

9.9.1. Des représentants de l'ACIA ou des mandataires du Canada effectueront une évaluation sur place des installations pour vérifier que les capacités techniques, humaines et matérielles de l'entrepreneur lui permettront de remplir adéquatement les exigences de l'offre à commandes. Par exemple, la validation des méthodes, les délais d'exécution, les exigences relatives à l'échantillonnage et à l'établissement de rapports, les décisions et procédures relatives aux tests de confirmation, les critères de gestion des données ainsi que toute autre activité s'inscrivant dans la portée de l'offre à commandes pourraient être vérifiés. L'entrepreneur doit se soumettre et participer pleinement à ces évaluations.

- 9.9.1.1. Normalement, de telles évaluations seront effectuées une fois par année, mais pourraient être plus fréquentes si des problèmes sont observés. Les évaluations des installations peuvent être prévues ou non prévues.
- 9.9.1.2. Le chargé de projet ou son remplaçant fournira un rapport pour chaque évaluation réalisée. Le rapport comprendra les constatations, les mesures attendues et les échéances pour les mesures correctives.
- 9.9.2. Le PNSRC fait l'objet d'une vérification par des représentants de Santé Canada [paragraphe 11(4) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*], du vérificateur général du Canada et de pays étrangers (*Loi sur l'inspection des viandes*). Dans la mesure où les laboratoires participants effectuent des analyses en soutien au programme des résidus, l'entrepreneur doit accepter de se soumettre et de participer pleinement aux inspections et aux vérifications qui auront lieu.

10. PRODUITS LIVRABLES

- 10.1. L'entrepreneur doit signaler par écrit au chargé de projet ou à son remplaçant les écarts constatés à la réception des échantillons dans les 48 heures suivant leur arrivée.
- 10.2. Les résultats confirmés doivent être communiqués au chargé de projet ou à son remplaçant par courriel dans les vingt-quatre (24) heures suivant leur confirmation.
- 10.2.1.1. Pour ce qui est de l'examen demandé par l'ACIA (voir le point 6.3, « Communication »), celui-ci doit être terminé et une réponse doit être fournie au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de 48 heures
- 10.3. Pour les demandes de renseignements courantes, l'examen doit être terminé et une réponse doit être fournie au chargé de projet ou à son remplaçant dans un délai de quatorze jours civils.
- 10.4. L'entrepreneur doit fournir au chargé de projet ou à son remplaçant les rapports sur les essais d'aptitude au moins tous les trimestres.
- 10.5. L'entrepreneur fournira, sur demande, un rapport d'analyse qui répond aux exigences de l'organisme d'accréditation en vertu duquel il est accrédité.
- 10.6. L'entrepreneur fournira les données d'analyse définitives des échantillons présentés pour analyse au chargé de projet ou au remplaçant désigné dans la commande subséquente, aux fins d'examen et d'acceptation.
- 10.7. Toutes les deux semaines ou une fois par mois, l'entrepreneur doit présenter, aux fins d'examen et d'acceptation, les produits livrables suivants au chargé de projet ou à son remplaçant dans la commande subséquente :
- le rapport n° 1 – Échantillons reçus;
 - le rapport n° 2 – Résultats.
- 10.8. Les rapports doivent être présentés au plus tard dix (10) jours civils après le début du mois.
- 10.9. Les résultats doivent être transmis par voie électronique. Les rapports doivent être présentés dans un format Microsoft Office, de préférence Excel ou Access. Les résultats doivent être communiqués par lots toutes les deux (2) semaines ou une fois par mois selon le volume de données produites. Chaque rapport sur les résultats ne doit pas dépasser 5 000 lignes.
- 10.10. Les rapports présentés doivent comporter les noms de champs dans les tableaux ci-dessous pour les rapports n^{os} 1 et 2, sans exception :
- 10.11. Durant la période de l'offre à commandes, les exigences en matière de rapports peuvent changer pour tenir compte de certains processus de modernisation, en vertu desquels l'entrepreneur fournira et téléchargera des fichiers au moyen d'un portail Web sécurisé. La fréquence et le contenu seront réglés en fonction du volume afin de fournir à l'ACIA un compte rendu plus précis des échantillons et des analyses.
- 10.12. Rapport n° 1 (Échantillons reçus)
- Ce rapport doit contenir les renseignements suivants pour tous les échantillons reçus, pour ce projet, au cours du mois : c'est-à-dire pour le rapport du mois de mars (à livrer au plus tard le 10 avril), tous les échantillons reçus par l'entrepreneur jusqu'au dernier jour de mars, y compris le

31 mars. Le nom du fichier doit respecter le format suivant :
« {identificateur_laboratoire}_Échantillons reçus_{aaaammjj}.{ext} ».

| Numéro d'identification du champ | Nom du champ | Type du champ | Longueur du champ | Liste | Requis ou facultatif | Remarques |
|----------------------------------|-------------------------------|---------------|-------------------|--|----------------------|--|
| 1 | NUMÉRO DE L'ÉCHANTILLON | Chaîne | 20 | | Requis | Numéro de l'échantillon indiqué sur le FPE. Celui-ci doit correspondre au numéro d'échantillon présenté dans le plan d'échantillonnage fourni. |
| 2 | RÉGION | Chaîne | 10 | OUEST ONTARIO QUÉBEC ATLANTIQUE | Requis | Correspond au lieu où l'échantillon a été prélevé selon l'information inscrite sur le FPE. |
| 3 | Ville de collecte | Chaîne | 30 | | Facultatif | |
| 4 | Province de collecte | Chaîne | 2 | C.-B. Alb. Sask. Man. Ont. Qc N.-B. N.-É. N.-B. Î.-P.É. | Requis | Correspond à la province où l'échantillon a été prélevé selon l'information inscrite sur le FPE. |
| 5 | CODE DU PLAN | Chaîne | 15 | | Requis | Fourni dans le plan d'échantillonnage pour chaque échantillon et doit être indiqué dans le FPE. |
| 6 | PRODUITS | Chaîne | 20 | | Requis | Fourni dans le plan d'échantillonnage pour chaque échantillon et doit être indiqué dans le FPE. |
| 7 | Provenance canadienne/importé | Chaîne | 10 | Produit canadien, importé ou d'origine inconnue | Requis | Correspond à l'origine de l'échantillon, lorsque celui-ci a été établi. |
| 8 | Pays/origine | Chaîne | 50 | Liste à fournir | Requis | |
| 9 | Type de produit | Chaîne | 50 | Liste à fournir | Requis | Fourni dans le plan d'échantillonnage pour chaque échantillon. |
| 10 | Description de l'échantillon | Chaîne | 255 | | Requis | Description ou nom commun de l'échantillon; ce champ doit être rempli par l'entrepreneur. |

| Numéro d'identification du champ | Nom du champ | Type du champ | Longueur du champ | Liste | Requis ou facultatif | Remarques |
|----------------------------------|------------------------------------|---------------|-------------------|--------------|-----------------------|--|
| | | | | | | Celui-ci doit consulter le chargé de projet ou son remplaçant en cas d'ambiguïté. Pour les échantillons de veau, indiquer s'il s'agit de viande rouge (veau nourri aux grains ou à l'herbe) ou blanche (veau de lait). |
| 11 | Biologique | Booléen | | Vrai Faux | Requis | |
| 12 | Transformation | Chaîne | 25 | | Requis | Description du type de transformation appliqué au produit (le cas échéant). Une liste sera fournie avec le plan d'échantillonnage. |
| 13 | NUMÉRO DE L'ÉTABLISSEMENT | Chaîne | 10 | | Requis pour la viande | Numéro d'agrément de l'établissement de transformation de la viande. Remarque : ce numéro peut être modifié pour intégrer le numéro d'agrément en vertu du RSAC. |
| 14 | NUMÉRO DE L'INSPECTEUR | Numérique | 10 | | | Si disponible, le numéro d'identification de l'inspecteur de l'ACIA qui envoie les échantillons aux fins d'analyse. |
| 15 | Numéro d'identification du système | Chaîne | 30 | | | Si disponible, le numéro d'identification du système par l'inspecteur de l'ACIA qui envoie les échantillons aux fins d'analyse. |
| 16 | Numéro du laboratoire | Chaîne | 30 | | Requis | Numéro interne attribué et utilisé par le laboratoire de l'entrepreneur. |
| 17 | Date de prélèvement | Date et heure | | | Requis | Date de prélèvement de l'échantillon, sous format AAAA-MM-JJ. Ce renseignement |

| Numéro d'identification du champ | Nom du champ | Type du champ | Longueur du champ | Liste | Requis ou facultatif | Remarques |
|----------------------------------|--------------------------------|---------------|-------------------|-------|----------------------|---|
| | | | | | | doit figurer dans le FPE. |
| 18 | Date de réception | Date et heure | | | Requis | Date/{heure} où l'échantillon a été reçu au laboratoire de l'entrepreneur, sous format AAAA-MM-JJ {hh:mm:ss}. |
| 19 | Laboratoire de destination | Chaîne | | | Requis | Ce code sera attribué au laboratoire de l'entrepreneur par l'ACIA et doit être utilisé dans tous les rapports. |
| 20 | Commentaires sur l'échantillon | Chaîne | 250 | | Facultatif | Indiquer tout écart lié à l'échantillon par rapport au plan d'échantillonnage, par exemple une modification du pays d'origine, une région différente, des directives fournies par le chargé de projet ou son remplaçant, etc. |

10.13.Rapport n° 2 (Résultats)

Ce rapport doit contenir les renseignements suivants pour tous les résultats transmis au cours du mois. Le nom du fichier doit respecter le format suivant :
« {identificateur_laboratoire}_Résultats_{aaaammjj}.{ext} ».

| Numéro d'identification du champ | Nom du champ | Type du champ | Longueur du champ | Liste | Requis ou facultatif | Remarques |
|----------------------------------|-------------------------|---------------|-------------------|------------------------|----------------------|--|
| 1 | NUMÉRO DE L'ÉCHANTILLON | Chaîne | 20 | | Requis | Numéro de l'échantillon indiqué sur le FPE. Celui-ci doit correspondre au numéro d'échantillon présenté dans le plan d'échantillonnage fourni. |
| 2 | PRODUITS | Chaîne | 20 | | Requis | Fourni dans le plan d'échantillonnage pour chaque échantillon et doit être indiqué dans le FPE. |
| 3 | PROGRAMME | Chaîne | 40 | Une liste sera fournie | Requis | Nom du programme de l'ACIA dont l'analyse relève et qui est indiqué dans le plan d'échantillonnage, soit « Résidus chimiques d'intérêt pour l'ACIA », tel qu'indiqué dans l'appendice 1 de l'annexe A. |

| Numéro d'identification du champ | Nom du champ | Type du champ | Longueur du champ | Liste | Requis ou facultatif | Remarques |
|----------------------------------|----------------------------------|---------------|-------------------|---|----------------------|---|
| 4 | ANALYTE | Chaîne | 50 | Une liste sera fournie | Requis | Nom de l'analyte analysé, présenté exactement comme indiqué pour chaque analyse. |
| 5 | CONCENTRATION | Numérique | | | Requis | Concentration de l'analyte mesurée, en µg/g, à moins d'indication contraire à l'annexe A. |
| 6 | Unité de rapport | Chaîne | 10 | | Requis | Unités réelles dans lesquelles les résultats présentés figurent. |
| 7 | Numéro d'identification du tissu | Chaîne | 20 | YEUX MATIÈRES GRASSES HÉPATOP ANCRÉAS. SITE D'INJECTI ON REINS FOIE MUSCLE URINE VISCÈRES S.O. | Requis | |
| 8 | Date de l'analyse | Date et heure | | | Requis | Date à laquelle l'analyse est finalisée au laboratoire de l'entrepreneur. |
| 9 | Date du rapport | Date et heure | | | Requis | Date à laquelle les résultats sont présentés au chargé de projet ou à son remplaçant. |
| 10 | Commentaires sur les résultats | Chaîne | 255 | | Facultatif | Indiquer tout commentaire digne de mention concernant l'analyse ou les résultats. |